

Libéralisme économique et mondialisation
Critique d'une étude de l'Economic Freedom Network

Martin Poirier

Août 2001

POUR JOINDRE L'IRIS

**Courriel : secretariat@iris-recherche.qc.ca
Site Internet : <http://www.iris-recherche.qc.ca>**

**Adresse postale :
3644 boul. Saint-Laurent
B.P. #21 535
Montréal, Québec,
H2X 3Z1**

**ISBN 2-923011-02-3
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2002
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Canada, 2002**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	3
<i>Précisions méthodologiques.....</i>	<i>4</i>
ANALYSE	5
<i>Présentation de l'étude Economic Freedom of the World.....</i>	<i>5</i>
<i>Remarques préliminaires.....</i>	<i>6</i>
<i>Paradis fiscaux</i>	<i>8</i>
<i>Théorie alternative</i>	<i>10</i>
<i>Vérification des hypothèses.....</i>	<i>14</i>
CONCLUSION	18
BIBLIOGRAPHIE.....	19

INTRODUCTION

La présente recherche porte sur le rapport *Economic Freedom of the World 2000*, publié par l'*Economic Freedom Network*. Ce rapport, préparé par des économistes ultra-libéraux dont le récipiendaire du prix Nobel Milton Friedman, présente une méthodologie afin de calculer un indice établissant le niveau de libéralisme économique d'un pays. Cet indice est calculé pour 122 pays, puis comparé à des statistiques telles le produit intérieur brut (PIB) *per capita* ou l'espérance de vie. Les auteurs concluent que le libéralisme économique tel qu'ils le définissent est favorable à la croissance économique et au bien-être des populations.

On peut aborder la critique sous trois angles différents:

- 1) Le libéralisme économique a-t-il réellement un impact favorable sur le PIB *per capita* ?
- 2) Le PIB *per capita* est-il une mesure représentative du progrès économique ?
- 3) Le progrès économique amène-t-il nécessairement un mieux-être pour les populations ?

Le deuxième et le troisième niveaux de critique ne sont pas nouveaux. Plusieurs auteurs ont en effet déjà exposé les limites du PIB *per capita* pour représenter le progrès économique et le bien-être des populations. C'est d'ailleurs en raison des limites du PIB que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a développé son indice de développement humain (IDH). Parmi les biais que l'on peut reprocher au PIB, notons qu'il ne tient pas compte des externalités économiques (la pollution, par exemple), ni des disparités de revenus. Il prend également pour acquis que toute production économique a une valeur sociale.

Malgré les limites du PIB, nous nous en tiendrons tout d'abord au premier niveau de critique. Puisque l'objectif principal de cette recherche est de valider ou d'infirmer le bien-fondé des prescriptions ultra-libérales, les autres aspects de la critique seront moins pertinents s'il est établi que le libéralisme économique n'a pas d'impact positif sur le PIB *per capita*. La présente recherche tente donc de déterminer s'il existe réellement une relation forte entre le libéralisme économique et le PIB *per capita* d'une part, et d'autre part si cette relation peut être interprétée en faveur du libéralisme économique comme le prétendent les auteurs du rapport *Economic Freedom of the World 2000*. Il s'agira donc d'élaborer une hypothèse alternative pour expliquer autrement une éventuelle relation entre le PIB *per capita* et l'indice de libéralisme économique de l'*Economic Freedom Network*, puis de confronter empiriquement les deux hypothèses.

Précisions méthodologiques

Tout au long de cette recherche, nous avons utilisé le PIB à *parité de pouvoir d'achat*. Ce PIB est calculé en supposant une égalité des prix pour un même bien entre les différentes économies. Dans le calcul traditionnel du PIB, la production d'une même quantité de riz aura un impact six fois plus important au Japon qu'en Thaïlande si le prix du riz y est six fois plus élevé. Le PIB à parité de pouvoir d'achat permet de contourner ce problème et représente donc une meilleure mesure de l'activité économique. C'est également cette mesure qui est utilisée dans le rapport *Economic Freedom of the World 2000*.

Les données utilisées dans cette recherche proviennent du rapport *Economic Freedom of the World 2000* et de *L'État du monde*¹.

¹ *L'État du Monde 2000*, Les Éditions La Découverte / Boréal, 1999, et *L'État du Monde sur CD-ROM - 1981-1997*, Les Éditions La Découverte, 1997.

ANALYSE

Présentation de l'étude Economic Freedom of the World

L'étude Economic Freedom of the World 2000 est un immense chantier auquel ont collaboré 55 instituts de recherche ultra-libéraux membres de *l'Economic Freedom Network*, un réseau international voué à la liberté du commerce et à la défense de la propriété privée. Les membres nord-américains de *l'Economic Freedom Network* sont le *Cato Institute* (É.U.), le *Fraser Institute* (Can.) et le *Centro de Investigaciones sobre la Libre Empresa* (Mex.).

À l'initiative de Milton Friedman et avec sa collaboration, des économistes ont développé un indice afin d'évaluer objectivement la « liberté économique » des pays. Selon *l'Economic Freedom Network*, les trois piliers de la liberté économique sont la liberté individuelle, la protection de la propriété privée et la liberté des échanges commerciaux. L'indice de liberté économique (*Economic Freedom Rating* ou **EFR**) fait appel à 23 composantes regroupées dans sept sections différentes:

- 1) Importance du gouvernement dans l'économie
- 2) Utilisation du libre-marché
- 3) Politique monétaire et stabilité des prix
- 4) Liberté du marché des devises
- 5) Droit de propriété et respect des contrats
- 6) Échanges internationaux
- 7) Liberté des marchés financiers

Pour chacun de ces points, on considère que l'on s'approche de la liberté économique lorsque la prescription ultra-libérale est appliquée. Par exemple, dans le cas de la politique monétaire, le contrôle de l'inflation et de la masse monétaire permettent d'obtenir un résultat élevé. Pour ce qui est de l'utilisation du libre-marché, ce sont les privatisations et les déréglementations qui élèvent l'indice. Un chiffre de zéro à dix est attribué à chacune des sept sections, un score de dix représentant la situation idéale du point de vue de la doctrine ultra-libérale. Une moyenne pondérée des sept sections donne l'indice EFR final.

Les auteurs ont calculé l'EFR pour 122 pays en 1997. Ils ont ensuite regroupé ces pays en quintiles et comparé ces quintiles au produit intérieur brut (PIB) *per capita*, à la croissance économique, à l'espérance de vie, à la production céréalière par hectare et à l'inégalité des revenus. Ils concluent que le libéralisme économique est favorable à chacun de ces indicateurs. Selon nos propres calculs², il existe en effet une très forte relation entre l'EFR et le PIB *per capita* ; il faut toutefois déterminer le sens de cette relation.

Remarques préliminaires

Avant de présenter une hypothèse alternative pour expliquer la relation entre l'EFR et le PIB, il convient d'exposer certaines failles méthodologiques dans l'analyse de ***l'Economic Freedom Network***.

² Avec le PIB *per capita* comme variable dépendante et l'EFR comme variable indépendante, on obtient un coefficient de 3887,5 avec une statistique t égale à 11,7 et un R² de 0,536. Autrement dit, une augmentation de 1 dans l'EFR (sur une échelle de 0 à 10) fera augmenter le PIB per capita de \$ 3 887,50. Cette seule variable indépendante explique plus de la moitié des variations du PIB *per capita* entre les différents pays.

En premier lieu, plusieurs des indices servant à calculer l'EFR incluent explicitement en eux-mêmes des mesures du progrès économique. Par exemple, pour le calcul du résultat de la section **Utilisation du libre-marché**, on considère la part des entreprises gouvernementales et des investissements gouvernementaux dans l'économie. Cela signifie qu'une forte hausse du PIB dans un pays fera chuter la part des entreprises gouvernementales et des investissements gouvernementaux dans ce pays, toute chose étant égale par ailleurs. Autrement dit, l'EFR s'améliorera automatiquement suite à la hausse du PIB sans qu'il n'y ait eu de privatisations et on pourra croire que l'augmentation du PIB était due à l'amélioration de l'EFR.

Un autre exemple du même problème est **l'importance du gouvernement dans l'économie**, qui est calculée selon les deux composantes suivantes:

- 1) dépenses gouvernementales en pourcentage de la consommation totale
(consommation des ménages plus dépenses gouvernementales)
- 2) transferts et subventions en pourcentage du produit national brut

On voit tout de suite qu'une augmentation de la consommation des ménages, qui ferait augmenter d'autant le PIB, aurait un impact positif (aux yeux des ultra-libéraux) sur l'importance du gouvernement dans l'économie, même si les dépenses gouvernementales étaient restées stables au cours de la période. De la même façon, une augmentation du PIB ferait diminuer la part des transferts et subventions gouvernementaux en pourcentage du produit national brut.

L'utilisation du produit intérieur brut (PIB) ou du produit national brut (PNB) pour le calcul d'un indice pose donc problème si on désire ensuite comparer cet indice au PIB ou au PNB. On peut contourner le piège en utilisant d'autres mesures qui ne font

intervenir ni le PIB ni le PNB mais qui sont quand même une indication de ce que l'on veut mesurer. Pour la taille du gouvernement dans l'économie, par exemple, on pourrait utiliser le nombre d'employés de l'État par millier d'habitants ou en pourcentage du nombre de travailleurs dans l'ensemble de l'économie.

Les difficultés méthodologiques ne s'arrêtent pas là. D'autres composantes de l'indice font intervenir des mesures qui dépendent de l'économie d'un pays même si elles ne font pas intervenir directement le PIB ou le PNB. C'est le cas par exemple de deux des trois composantes de la section **Politique monétaire et stabilité des prix**:

- 1) écart-type du taux d'inflation annuel aux cours des cinq dernières années.
- 2) taux d'inflation au cours de la dernière année (ou de l'année la plus récente)

Ces mesures posent problème car les crises économiques majeures s'accompagnent fréquemment d'hyper-inflation. Ainsi, une inflation élevée ou des variations dans le taux d'inflation n'indiquent pas nécessairement que la banque centrale du pays a adopté une politique monétaire expansionniste ou laxiste, mais peut découler directement d'une crise économique. Ce problème est en substance le même que celui qui survient lorsqu'on utilise le PIB ou le PNB dans le calcul d'un indice.

Paradis fiscaux

Finalement, l'échantillon de pays inclut de nombreux paradis fiscaux, c'est-à-dire des pays qui adoptent une stratégie fiscale et financière très agressive afin d'attirer des entreprises et des capitaux étrangers. Il peut s'agir de petits pays comme le Luxembourg ou Singapour qui réduisent au minimum les impôts corporatifs et les taxes douanières, ou encore de pays plus grands qui se concentrent dans certains créneaux

spécifiques comme la Suisse dans le secteur bancaire, les Pays-Bas dans les holdings ou l'Irlande comme première zone franche d'Europe.

Évidemment, des pays comme la France ou l'Allemagne ne peuvent adopter des stratégies fiscales similaires à celles du Luxembourg. Pour ce dernier pays d'un demi-million d'habitants, une baisse notable des impôts corporatifs peut être compensée par une hausse d'autres revenus gouvernementaux (frais d'enregistrement des corporations et taxes de vente notamment) suite à l'arrivée massive d'entreprises étrangères. Les mêmes politiques appliquées en France (60 millions d'habitants) entraîneraient rapidement une baisse drastique des revenus de l'État et de probables troubles sociaux.

De plus, à compter du moment où un pays adopte des mesures fiscales très libérales, l'imitation de ces mesures par d'autres pays n'entraînera pas de grands mouvements de sièges sociaux et de capitaux. Si l'Allemagne adoptait par exemple la même mesure favorable aux holdings que les Pays-Bas, pourquoi les holdings déjà enregistrés aux Pays-Bas iraient-ils s'établir en Allemagne?

L'inclusion de paradis fiscaux dans l'échantillonnage et la comparaison de l'EFR des pays de cet échantillonnage avec le PIB *per capita* de ces pays biaise les résultats dans la mesure où il est parfaitement normal qu'un paradis fiscal obtienne un EFR et un PIB *per capita* plus élevé qu'un autre pays, toute chose étant égale par ailleurs. On observe ainsi que les deux premières places dans le palmarès de l'EFR reviennent à des paradis fiscaux (Hong-Kong et Singapour). De plus, six des vingt premières places, tant pour l'EFR que pour le PIB *per capita*, sont occupées par des paradis fiscaux.

Comme nous pouvons le voir, de nombreux problèmes méthodologiques, à savoir l'utilisation de composantes fortement corrélées *a priori* avec le PIB dans le calcul de l'EFR d'une part, et l'inclusion de paradis fiscaux dans l'échantillonnage d'autre part, viennent relativiser toute relation entre l'EFR et le PIB *per capita*,

Théorie alternative

Comme nous l'avons déjà dit, ils existe tout de même une forte relation entre l'EFR et le PIB *per capita* qui ne peut être expliquée seulement par les faiblesses méthodologiques précitées. Toutefois, le sens de cette relation peut être inverse à celle que supposent les auteurs de l'étude. En effet, il est possible que le PIB détermine le niveau de libéralisme économique plutôt que l'inverse. Dans les deux cas, il y aurait une forte corrélation entre le PIB et l'EFR bien que le modèle théorique expliquant cette corrélation puisse être radicalement différent.

Le modèle alternatif est le suivant: la "liberté économique" telle qu'exposée par les ultra-libéraux profite avant tout aux entreprises privées et aux détenteurs de capitaux. Ce sont eux qui mettent de l'avant des mesures telles que la rigueur budgétaire, la convertibilité des devises aux taux du marché, la liberté du commerce et le respect de la propriété privée et des contrats. Ainsi, mis à part l'expérience chilienne sous Pinochet (patronnée, selon plusieurs auteurs, par la Grande-Bretagne et les États-Unis), les thèses ultra-libérales ont tout d'abord été appliquées dans les pays industrialisés (Gill, 1999) : politique monétariste en Allemagne (1974) et au Canada (1975), puis ultra-libéralisme en Grande-Bretagne (1979), aux États-Unis (1980) et en Allemagne (1982). Ce modèle économique s'est par la suite étendu au reste de l'Europe, de même qu'à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Il est donc normal que

nous retrouvons un plus haut degré de libéralisme économique chez les pays où le PIB *per capita* est le plus élevé.

Le libéralisme économique profite aux pays les plus puissants et ceux-ci tentent d'imposer ce modèle économique aux autres pays dans les secteurs économiques où ils dominent. Chossudovsky (1998) a documenté les nombreuses interventions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international dans le monde. Les Programmes d'ajustement structurel (PAS), ces conditions exigées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour l'octroi de nouveaux prêts aux pays en voie de développement, rejoignent singulièrement les prescriptions ultra-libérales qui sont à la base du calcul de l'EFR. Voici les différentes mesures mises de l'avant par les PAS et leur correspondance avec les éléments de l'EFR:

MESURE DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL	ÉLÉMENT DE L'EFR CORRESPONDANT
1) Stabilisation macroéconomique à court terme	
austérité budgétaire	1) Importance du gouvernement dans l'économie
réduction des dépenses publiques d'investissement	
élimination des subventions	
élimination des contrôles de prix	2) Utilisation du libre-marché
libéralisation du marché du travail	
contrôle de la masse monétaire	3) Politique monétaire et stabilité des prix
dévaluation de la monnaie et élimination du contrôle des changes	4) Liberté du marché des devises
2) Réforme structurelle	
Privatisation des sociétés d'État	1) Importance du gouvernement dans l'économie
Réforme fiscale	2) Utilisation du libre-marché
Privatisation des terres	
Libéralisation du commerce international	6) Échanges internationaux
Libéralisation du système bancaire	7) Liberté des marchés financiers
Libéralisation des mouvements de capitaux	

Comme le montre le tableau, il existe un étonnant parallélisme entre les mesures des Programmes d'ajustements structurels mises en place par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale d'une part, et les composantes de l'EFR d'autre part. Pour compléter le tableau, mentionnons que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international fonctionnent sur le principe d'une corporation privée, à savoir que les votes d'un pays membre sont fonction de sa mise de fonds dans ces organisations internationales. C'est ainsi que les 48 pays de l'Afrique sub-saharienne cumulent à peine 5% des votes alors que les États-Unis disposent d'un droit de veto effectif sur les décisions de ces institutions. Ce sont donc les pays industrialisés qui décident des politiques de ces organisations internationales.

D'autres indices nous poussent à croire que les pays industrialisés tentent de promouvoir un plus grand libéralisme économique à l'échelle planétaire. N'oublions pas que c'est à l'organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), club des 29 pays les plus industrialisés, qu'ont été entamées les négociations autour d'un Accord multilatéral sur l'investissement (AMI). Mentionnons aussi que dans les Amériques, ce sont les États-Unis qui prennent le leadership pour la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (Cadet, 2000). Chomsky (1994) a également documenté de nombreux cas d'intervention de grandes puissances (notamment les États-Unis et la Grande-Bretagne) dans les affaires internes de pays dont les politiques allaient à l'encontre de leurs intérêts commerciaux.

Finalement, et ce n'est pas anodin, notons que les auteurs et principaux collaborateurs de l'étude *Economic Freedom of the World 2000* proviennent tous des États-Unis et du Canada.

En résumé, le modèle alternatif propose que ce soit le PIB *per capita* qui détermine l'EFR. De plus, le PIB *per capita* détermine les variables secondaires (espérance de vie, production céréalière par hectare et inégalité des revenus). Par exemple, un PIB *per capita* élevé permet l'utilisation de technologies médicales qui améliorent l'espérance de vie. Un PIB *per capita* élevé augmente aussi les coûts économiques des troubles sociaux (grèves, émeutes, criminalité, etc.) et favorise une certaine diminution des inégalités de revenus puisque la classe capitaliste désire de prémunir contre de tels troubles. Dans certains cas, le PIB *per capita* peut également être déterminé par les autres variables. Par exemple, un PIB élevé peut augmenter la productivité céréalière (en permettant l'utilisation de technologies à forte intensité de capitaux), mais une augmentation de la productivité céréalière se traduit aussi par une augmentation du PIB.

Comme toutes les variables sont, dans ce modèle, corrélées avec le PIB *per capita*, il est normal qu'elles soient aussi corrélées entre elles. On peut donc établir une assez

forte corrélation entre l'EFR et les autres variables. Cela ne veut toutefois pas dire que cette relation existe sur le plan pratique. Si ce modèle s'avère fondé, il est aussi absurde de dire qu'un EFR élevé favorise une espérance de vie élevée, par exemple, que d'affirmer qu'un nivellement des inégalités sociales accroît la productivité céréalière.

Vérification des hypothèses

Plusieurs faits discutés plus haut viennent appuyer l'hypothèse alternative. Il ne reste qu'à effectuer une analyse statistique afin de valider l'une ou l'autre des hypothèses.

Si l'hypothèse ultra-libérale est valable, à savoir qu'un plus grand libéralisme économique induit une croissance économique, il devrait être possible de vérifier empiriquement dans quelle mesure des pays qui ont libéralisé leur économie ont connu par la suite une croissance économique.

L'étude *Economic Freedom of the World 2000* présente la croissance économique moyenne par quintile et conclue que les pays qui ont un EFR plus élevé pour l'année 1997 ont également connu une croissance plus élevée au cours des années 1990. Cette analyse présente toutefois deux failles importantes. Premièrement, l'échantillon contient des pays d'Europe de l'est anciennement membres du Pacte de Varsovie et des ex-républiques d'U.R.S.S. L'inclusion de ces pays fausse évidemment les données puisqu'en dépit des vastes réformes entreprises pour libéraliser l'économie de ces pays, la plupart se classent encore dans les derniers quintiles pour ce qui est de l'EFR. La Russie, par exemple, se classe au 93e rang sur 122 pays. Or, la libéralisation des économies communistes a entraîné une importante décroissance économique. Autrement dit, comme ces économies en transition ont subi une décroissance suite à

leur libéralisation, cette décroissance devrait être un élément de preuve contre l'hypothèse ultra-libérale, mais puisque ces économies se retrouvent dans les derniers quintiles, ils viennent en réalité accidentellement supporter l'hypothèse ultra-libérale. Le tableau qui suit présente le nombre d'économies d'Europe de l'est pour chacun des quintiles. On voit assez clairement qu'il existe une relation inverse entre le nombre d'économies en transition et la croissance annuelle moyenne observée. Précisons que le cinquième quintile compte également le Rwanda et le Congo (Kinshasa), deux pays qui ont connu au cours des années 1990 des résultats économiques peu reluisants en raison de guerres civiles.

Quintile	Nombre de pays d'Europe de l'est	Croissance annuelle moyenne au cours des années 1990
Premier	0	2.27%
Deuxième	1	1.60%
Troisième	5	0.33%
Quatrième	4	0.82%
Cinquième	4	-1.32%

Le deuxième problème avec l'approche présentée dans l'étude est qu'on lie la croissance économique à l'EFR sans voir ce que provoque un changement dans l'EFR au niveau économique. Un pays qui libéralise son économie connaîtra-t-il une soudaine croissance économique? L'analyse présentée dans *Economic Freedom of the World 2000* ne permet pas de répondre à cette question. C'est d'ailleurs en raison de cette lacune que les résultats penchent vers l'hypothèse ultra-libérale malgré l'inclusion des économies en transition.

C'est donc pour ces deux raisons que nous avons procédé à des analyses de régression multiple afin d'évaluer l'impact de l'EFR et du changement dans l'EFR pour une période donnée sur la croissance économique. Nous avons utilisé comme variables indépendantes l'EFR en début de période et le changement dans l'EFR. La variable dépendante est le PIB *per capita* à parité de pouvoir d'achat. Ces analyses ont été réalisées pour la période de 1970 à 1980 et la période de 1980 à 1995, soit les périodes où les données sur l'EFR et la croissance économiques étaient largement disponibles. Une analyse finale a été effectuée pour l'ensemble de la période (de 1970 à 1995). Les périodes débutant en 1970 ne compte que 54 observations puisque l'étude *Economic Freedom of the World 2000* ne fournissait que très peu de données sur l'EFR pour cette année. Toutes les périodes excluent les économies en transition. Le tableau suivant présente les résultats de ces analyses.

	coefficient	écart type	statistique de Student	R ²	observations
1970 À 1980					
Constante	6,591	2,576	2,559	0,050	54
EFR au début	-0,273	0,217	-1,259		
Variation de l'EFR	0,338	0,430	0,786		
1980 À 1995					
Constante	0,954	2,078	0,459	0,074	102
EFR au début	0,256	0,139	1,847		
Variation de l'EFR	0,387	0,152	2,550		
1970 À 1995					
Constante	4,365	1,865	2,341	0,061	54
EFR au début	-0,132	0,177	-0,742		
Variation de l'EFR	0,234	0,217	1,080		

Tant l'EFR en début de période que la variation de l'EFR n'ont aucun impact significatif sur la croissance observée au cours de cette période, à l'exception de la variation de

l'EFR pour la période de 1980 à 1995 qui est faiblement significatif. De plus, l'EFR en début de période a un impact négatif sur la croissance économique pour la période de 1970 à 1995 et pour la période de 1970 à 1980, bien que ces résultats ne soient pas statistiquement significatifs. On ne peut donc conclure à quelque relation que ce soit entre une libéralisation de l'économie et la croissance économique. D'ailleurs, les deux variables indépendantes ne sont que très faiblement explicatives pour les trois périodes étudiées, puisque les R^2 varient entre 0.050 et 0.074.

Ces résultats paraissent davantage en contradiction avec l'analyse de ***Economic Freedom Network*** lorsqu'on sait qu'ils ont été obtenus malgré les limites déjà exposées sur l'EFR. Cet indice intègre en effet de nombreuses composantes qui varient naturellement en fonction du PIB et ce biais aurait dû favoriser l'hypothèse ultra-libérale.

Notons finalement que ces résultats ont été obtenus malgré l'absence dans l'échantillon de pays comme le Vietnam, la Somalie et la Russie, des économies nationales particulièrement éprouvées par les réformes structurelles entreprises sous l'égide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (voir Chossudovsky, 1998).

CONCLUSION

Les économistes ultra-libéraux de l'*Economic Freedom Network* ont rapidement conclu à une relation forte entre l'*Economic Freedom Rating* (EFR) qu'ils ont développé et un ensemble de statistiques sur le progrès économique et social des populations. Nos recherches approfondies ont établi que la forte corrélation observée entre l'EFR et le PIB *per capita* est inversée. Ni une augmentation de l'EFR, ni l'EFR en début de période n'ont d'effet tangible sur la croissance économique. Les auteurs du rapport ont établi une relation entre l'EFR et la croissance économique parce que leur analyse était biaisée, notamment en raison de l'inclusion des économies en transition dans leur échantillon. L'hypothèse alternative est non seulement supportée sur le plan théorique par plusieurs auteurs mais également par l'analyse statistique.

La forte corrélation entre le PIB *per capita* et l'EFR s'explique par le fait que ce sont les pays développés qui ont d'abord appliqué les préceptes ultra-libéraux, puis par la suite tenté de les imposer aux autres pays.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la corrélation observée par les auteurs entre l'EFR et les diverses autres variables (espérance de vie, productivité céréalière, inégalités sociales, etc.) provient du fait que toutes ces variables sont corrélées avec le PIB *per capita*. Rien ne nous porte à croire que de telles relations existent en pratique.

BIBLIOGRAPHIE

Cadet, Jean-Gérald, *Les États-Unis et l'Amérique latine - De Monroe à l'initiative pour les Amériques, ou de l'hégémonie totale à la volonté de partenariat*, Groupe de recherche sur l'intégration continentale, Université du Québec à Montréal, janvier 2000.

Chomsky, Noam, *L'an 501 - La conquête continue*, Les Éditions Écosociété / Éditions ÉPO, 1994.

Chossudovsky, Michel, *La mondialisation de la pauvreté*, Les Éditions Écosociété, 1998.

Gill, Louis, *Le néolibéralisme*, Chaire d'études socio-économiques, Université du Québec à Montréal, 1999.

Gwartney, James et Lawson, Robert, *Economic Freedom of The World 2000 - Annual Report*, Economic Freedom Network, janvier 2000.

L'État du Monde 2000, Les Éditions La Découverte / Boréal, 1999.

L'État du Monde sur CD-ROM - 1981-1997, Les Éditions La Découverte, 1997.